

Jean-Pierre BALLIGAND

*Aisne (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [J.O. du 13 juillet 2007]

Membre suppléant du comité consultatif de la législation et de la réglementation financières [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat [J.O. du 26 janvier 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne. Livret A, réforme, conséquences [19 décembre 2007] (p. 5436)

Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne. Livret A [27 mai 2008] (p. 2514)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 163, posée le 25 mars 2008. Patrimoine culturel. Monuments historiques (J.O. Questions p. 2478). Appelée le 25 mars 2008. Restauration, financement (p. 892)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Son amendement n° 320 rectifié (p. 1941)

Après l'article 7

Son amendement n° 319 ("stock-options" - plus-values réalisées par les dirigeants : affectation de 50 % de leur montant à l'ensemble des salariés) : rejeté (p. 2053)

Son amendement n° 321 (plus-values sur "stock-options" : institution d'un prélèvement de 8 % affecté au fonds de réserve pour les retraites) : rejeté (p. 2055)

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration

[16 juillet 2007] (p. 2008)

Son intervention (p. 2025)

Thèmes :

Collectivités territoriales : "bouclier fiscal" (p. 2025)

Collectivités territoriales : dépenses : endettement (p. 2025 et s.)

Collectivités territoriales : dépenses : investissements (p. 2026)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2026)

Collectivités territoriales : libre administration (p. 2027)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 2026)

Coopération intercommunale (p. 2026)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2025)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 2025)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2811)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses (p. 2812 et s.)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2812)

Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 2812)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 2812 et s.)

Emploi : contrats aidés : collectivités territoriales (p. 2813)

Etat : transferts de recettes : collectivités territoriales (p. 2812)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2812)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 2812 et s.)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 2813)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ÉTAT : PROVISIONS ; REMBOURSEMENTS ET DÉGREVEMENTS

Examen des fascicules [14 novembre 2007] (p. 4085)

Son intervention (p. 4092)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : EADS (p. 4093)

Entreprises : Electricité de France (EDF) : dividendes (p. 4092)

Etat : rôle (p. 4093 et s.)

Finances publiques : Agence des participations de l'Etat (p. 4093 et s.)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 4093)

Secteur public : cessions de titres : France Télécom (p. 4092)

Secteur public : privatisations (p. 4092 et s.)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3513)

Son intervention (p. 3521)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : investissement (p. 3521)

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 3521)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 3522)

Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux (p. 3521)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3521)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3521)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : compensations financières (p. 3521)

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

Article 48 (création d'un fonds de solidarité en faveur des départements, communes et groupements de communes de métropole touchés par des catastrophes naturelles)

Son amendement n° 45 (de suppression) (p. 3530)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Après l'article 40

Son amendement n° 93 (impôts locaux : "dé liaison" des taux) : rejeté (p. 4343)

Son amendement n° 314 (communautés de communes à taxe professionnelle unique : "dé liaison" des taux de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 4343)

Son amendement n° 99 (taxe professionnelle - taux de l'année d'imposition ou de 2005 pour la détermination de la part du plafonnement prise en charge par l'Etat) : rejeté (p. 4343)

Son amendement n° 100 (plafonnement de la taxe professionnelle - compensation aux collectivités territoriales par la majoration de la cotisation minimale de taxe professionnelle) (p. 4343) : rejeté (p. 4344)

Son amendement n° 306 (déménagement d'établissements intervenus depuis 2005 entre communes membres d'un même établissement public de coopération intercommunal : neutralisation pour l'application des règles d'écrêtement des bases de la taxe professionnelle au profit des fonds départementaux de péréquation) (p. 4345) : devenu sans objet (p. 4346)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 26

Son amendement n° 272 (établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle : précisions relatives au calcul du « ticket modérateur ») (p. 5133) : adopté (p. 5134)

Son amendement n° 196 (établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique dont les taux sont en période de lissage : neutralisation de la variation des bases dans le mode

de calcul du taux de référence commune par commune) : rejeté (p. 5135)

Après l'article 35

Son amendement n° 281 (partenariats public-privé : généralisation de l'éligibilité au fonds de compensation pour la TVA) : rejeté (p. 5142)

Son amendement n° 197 (établissements publics de coopération intercommunale dont le taux de taxe professionnelle est inférieur au taux moyen national de sa catégorie : minoration du potentiel fiscal à hauteur du plafond de participation qui serait mis à sa charge en cas d'application du taux moyen national de taxe professionnelle de sa catégorie) : rejeté (p. 5142)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Son intervention (p. 5451)

Thèmes :

Entreprises : épargne salariale (p. 5452)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5451 et s.)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5452)

Impôts et taxes : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 5451)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 64 (baisse du taux normal et du taux réduit de TVA) (p. 5475) : rejeté (p. 5476)

Après l'article 1er

Son amendement n° 82 (attribution à tous les salariés d'au moins la moitié de la plus-value d'acquisition des stock options) : rejeté (p. 5539)

Article 2 (déblocage anticipé des sommes attribuées au titre de la participation aux résultats de l'entreprise)

Ses amendements n° 37 (de suppression) et 38 (p. 5543, 5546)

Après l'article 2

Son amendement n° 83 (exclusion du droit à restitution de l'imposition sur le revenu due au titre des plus-values de cession des stock options) : rejeté (p. 5547)

Son amendement n° 77 (octroi de stock-options conditionné à un accord d'intéressement) : rejeté (p. 5547)

Intervient sur l'adt n° 87 de M. Patrick Ollier (relèvement à 250 du nombre maximal de salariés permettant aux dirigeants d'entreprises de bénéficier des dispositifs d'intéressement) (p. 5549)

Son amendement n° 78 (obligation pour les entreprises de moins de 50 salariés de mettre en œuvre le dispositif de participation) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5550)

Son amendement n° 79 (obligation pour les entreprises d'au moins 10 salariés de mettre en œuvre le dispositif de participation) (p. 5550) : rejeté (p. 5551)

Reprend l'adt n° 93 rectifié de M. Patrick Ollier (modalités d'application du dispositif de participation dans les entreprises de moins de 50 salariés) (p. 5550) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5551)

Son amendement n° 170 (information des organisations syndicales sur la part respective des salaires et des rémunérations alternatives aux salaires) : rejeté (p. 5551)

Article 3 (versement d'une prime exceptionnelle aux salariés des entreprises qui ne sont pas assujetties au régime de la participation)

Son amendement n° 81 (p. 5554)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 75 de M. Jérôme Cahuzac (conditions d'exonération de la redevance audiovisuelle) (p. 5558)

Intervient sur l'adt n° 91 de M. Lionel Luca (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées non imposables sur le revenu) (p. 5558)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Jérôme Cahuzac (pérennisation de l'exonération de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées à faibles revenus) (p. 5558)

Intervient sur l'adt n° 175 du Gouvernement (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus) (p. 5558)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2765) : rejetée (p. 2772)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville : financement (p. 2765 et s.)

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2765 et s.)

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2765 et s.)

Banques et établissements financiers : livret de développement durable (p. 2766 et s.)

Energie et carburants : économies d'énergie : financement (p. 2766 et s.)

Entreprises : aides publiques : financement (p. 2766 et s.)

Entreprises : EADS (p. 2769)

Logement : logement social : financement (p. 2765 et s.)

Marchés financiers (p. 2767 et s.)

Postes : activités bancaires (p. 2765 et s.)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 39

Intervient sur l'adt n° 801 de M. Dominique Baert (p. 3233)

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3243, 3255 et s.)

Ses amendements n° 612 (de suppression), 614 à 621 (p. 3245 et s.)

Ses amendements n° 627 et 622, 628, 691 (p. 3255 et s.)

Son amendement n° 624 (p. 3257) : adopté (p. 3258)

Ses amendements n° 625, 626, 692, 673 à 675, 693 (p. 3258 et s.)

Son amendement n° 676 : adopté (p. 3279)

Ses amendements n° 694, 873, 677 à 679, 695 et 696 (p. 3279 et s.)

Article 40 (transition vers le nouveau régime du livret A)

Son amendement n° 613 (de suppression) (p. 3284)

Son amendement n° 680 : adopté (p. 3284)

Ses amendements n° 681, 682, 697, 698, 683 et 684 (p. 3284)

Article 41 (réforme de la Caisse des dépôts)

Ses amendements n° 685 et 686 : adoptés (p. 3294)

Son amendement n° 687 (p. 3295)

Son amendement n° 688 : adopté (p. 3295)

Ses amendement n° 689, 797 et 798 (p. 3295 et s.)

Son sous-amendement n° 1508 à l'adt n° 593 de M. Nicolas Forissier (p. 3297)

Après l'article 42

Son amendement n° 799 : rejeté (p. 3303)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4558)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : investissements (p. 4558 et s.)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4559)

Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 4559)

Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 4559)

Impôts locaux : réforme (p. 4559)

Impôts locaux : dégrèvement (p. 4559)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Son intervention (p. 4961)

Thèmes :

Entreprises : fonds propres (p. 4961)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4962)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4961)

Travail : salaires (p. 4962)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Son intervention (p. 4984)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 6 de la commission des finances (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5014 et s.)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Ses interventions (p. 5027 et s., 5048 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1256 à 1277 de
M. Christian Eckert (attributions du comité des
rémunérations) (p. 5051)